

APPEL POUR UNE MOBILISATION CONTRE LA NOUVELLE LOI SUR LA SURETE PUBLIQUE

Le Sénat italien est en train de discuter la nouvelle loi sur la sûreté publique (le "Pacchetto sicurezza"). Les normes de cette loi vont frapper les migrant/es d'abord.

Si elles seront approuvées, ceux et celles qui n'ont pas de permis de séjour:

- ne pourront plus aller aux urgences ni recevoir des soins médicaux car le médecin pourrait les dénoncer;
- ne pourront plus reconnaître leurs enfants, se marier et s'inscrire au service sanitaire public (parce qu'ils/elles ne seront plus inscrits dans le registre d'état civil);
- ne pourront plus recevoir et envoyer de l'argent à la maison car les gérants des money transfer seront obligés à les dénoncer.

Pour ceux ou celles qui entrent en Italie sans permis de séjour, on introduit la détention dans les CIE (ex CPT) jusqu'à 18 mois, car la loi introduit le crime d'entrée illégale dans le territoire italien.

Même ceux/celles qui ont déjà un permis de séjour seront frappés par ces normes:

- on introduira le permis de séjour par points: si on commet un crime, soit-il pénal ou administratif, on perd les points jusqu'à la perte du permis de séjour;
- pour renouveler ou demander le permis de séjour, il faudra payer une taxe beaucoup plus haute.
- Pour s'inscrire dans le registre d'état civil, outre le permis de séjour, il faudra avoir ce qu'on appelle "idoneità alloggiativa", c'est-à-dire qu'il faut montrer de vivre dans une maison qui a les caractéristiques que la loi demande. Cette norme, en particulier, outre les migrants, frappe les sans-abri, les occupants de maison et toute personne qui n'a pas une maison correspondante à la loi.

Cette nécessité de sûreté explose pendant que le gouvernement décide de soutenir les banques et les entreprises en crise, au lieu de penser des politiques sociales pour tous ceux/celles qui vivent et travaillent dans notre pays, immigrant-e-s ou pas. La seule immigration que la politique italienne apprécie est celle liée au travail domestique: sur 150 000 entrées effectuées avec le dernier "decreto flussi", 104.000 sont réservées à colf et "badanti". Dans la société de la sûreté, les enfants des personnes immigrantes iront à l'école dans des classes séparées des enfants italiens.

Leur réponse à la crise est le gouvernement par la peur. La nôtre est un cri:

**NOUS N'ACCEPTONS PAS LA SOCIÉTÉ DU RACISME,
DE L'EXPLOITATION ET DU CONTRÔLE!**

• **Vendredi 23 janvier 2009 >> Assemblée pour la préparation de la manif**

• **Samedi 31 janvier 2009 >> Manifestation à Rome, RDV 14:30 à**

Piazza di Porta Maggiore

Rete contro il pacchetto sicurezza

pacchettosicurezza@anche.no

<http://nopacchettosicurezza.noblogs.org>